

Prix de l'excellence économique en STMG

SESSION 2025-2026

Durée : 4 heures

Calculatrice autorisée.

Dès que le sujet vous est remis assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet comporte 11 pages, numérotées jusqu'à 11/11.

Le sujet est à rendre en fin d'épreuve.

Sous forme rédigée, vous traiterez le thème suivant à l'aide de vos connaissances et de l'ensemble documentaire fourni :

Le rôle de l'épargne

DOSSIER DOCUMENTAIRE :

Document n°1 : L'épargne

www.economie.gouv.fr

L'épargne correspond à la partie du revenu qui n'est pas consommée. Au niveau d'une économie dans son ensemble, l'épargne peut être le fait des ménages, mais aussi des entreprises ou des administrations publiques.

C'est une action volontaire en vue de réaliser des projets futurs. En fonction de la date de réalisation souhaitée de votre projet, vous pourrez placer votre épargne de différentes manières. Comment faire les bons choix ? Quelques repères sur les questions à se poser avant d'épargner. [...]

Avant d'épargner, voici les questions que chacun devrait se poser

- La disponibilité : L'argent placé est-il disponible (liquide) ? Peut-on ou non le récupérer à tout moment ? Y a-t-il ou non des pénalités en cas de retrait de cet argent ?
- Le rendement : Combien cela va-t-il rapporter ? Ce rendement peut provenir, selon les cas, de deux sources : une rémunération régulière (intérêts) ou une rémunération lors de la vente du produit financier, en cas de plus-values. Pour calculer le rendement du placement, il faut aussi tenir compte des frais et de la fiscalité qui peuvent ou non exister à la souscription, pendant la période d'épargne ou à la sortie.
- Le risque : Quelle est la sécurité du placement ? Son rendement est-il garanti ou au contraire existe-t-il un risque de perte ? Est-ce que vous êtes sûr(e) de récupérer votre capital de départ ? - Sur les marchés financiers, les actifs les moins risqués sont les emprunts d'État, c'est-à-dire les obligations émises par les États pour financer leur dette publique.
- La simplicité : Le placement est-il simple ou complexe ? Est-il facile d'accès ? Réclame-t-il des compétences particulières pour comprendre ses mécanismes et pour le gérer au mieux ?

À savoir : aucun produit ne réunit toutes ces qualités ensemble. Par exemple, un produit ne peut pas avoir un fort rendement et être peu risqué

Document n°2 : Les liens contrastés entre épargne et augmentation du PIB

Kevin Brookes, François Facchini - Revue d'économie politique, janvier-février 2022

Le montant de l'épargne dans un pays est soit un frein à la croissance [augmentation du PIB] soit ce qui détermine son évolution de long terme. [...] Une hypothèse¹ est que la faiblesse de la croissance du PIB des pays développés serait la conséquence d'un excès mondial d'épargne [des plus aisés, qui n'est pas utilisé pour créer de la richesse].

Le modèle classique développe une position très différente. À long terme, le taux d'épargne est une condition essentielle du développement économique d'un pays². Sans épargne pas de capital, sans capital pas d'investissement, sans investissement pas de gains de productivité et pas de croissance de la production, des salaires et finalement de la demande. L'épargne a donc un rôle central à la fois dans les débats de politique économique, et dans les controverses sur les différentiels de croissance dans le temps et l'espace.

Document n°3 : Le lien épargne et croissance de l'économie dans le modèle de Solow

www.prepaecg.com/

[Selon le modèle de Solow³, toute économie atteint un] équilibre stationnaire. Cet équilibre est atteint lorsque [...] l'économie cesse de croître à long terme sans l'intervention du progrès technique.

La vitesse à laquelle une économie atteint cet équilibre stationnaire dépend du taux d'épargne. Dans le modèle de Solow, un taux d'épargne plus élevé permet d'accumuler plus de capital, ce qui favorise la croissance à court terme. Toutefois, à long terme, même un taux d'épargne élevé ne peut pas empêcher l'atteinte de l'équilibre stationnaire sans progrès technique. [...]

Par exemple, les pays asiatiques comme la Corée du Sud et la Chine ont connu des taux de croissance très rapides grâce à l'accumulation de capital et à un taux d'épargne élevé. Cependant, pour maintenir cette croissance sur le long terme, ces économies ont également investi massivement dans le progrès technique, notamment à travers l'innovation et l'éducation.

En revanche, les pays en développement qui n'ont pas investi suffisamment dans le progrès technique ont tendance à stagner une fois qu'ils atteignent leur équilibre stationnaire.

¹ Cette hypothèse a été développée par un économiste, Hansen, dans les années 1930.

² D'après les écrits de Levine, économiste, en 2005.

³ Solow (1924 – 2023) est un économiste, qui a reçu le prix Nobel d'économie en 1987.

Document n° 4 : Dialogue imaginaire entre John Maynard Keynes⁴ et Milton Friedman⁵

Transcription de la vidéo pédagogique publiée par Citéco, la cité de l'économie.

J.M. Keynes - Moi John Maynard Keynes, je l'affirme : lorsque les individus voient leurs revenus augmenter ils augmentent leurs dépenses immédiatement et quand ceux-ci baissent ils réduisent leurs dépenses.

M. Friedman – Allons, allons monsieur Keynes les individus sont bien plus rationnels que cela ! Naturellement ils vont étaler leurs dépenses dans le temps en épargnant ce qu'ils vont gagner en plus et en puisant dans leur épargne pour sauvegarder leur consommation quand le revenu baisse.

J.M. Keynes - Mister Friedman, ce comportement fonctionne peut-être pour les ménages aisés, eux ont des certitudes sur le long terme mais pour tous les autres les modestes et quel autre choix ont-ils que d'adapter leur consommation à ce qu'il gagne au jour le jour ? Moi j'appelle cela le revenu courant.

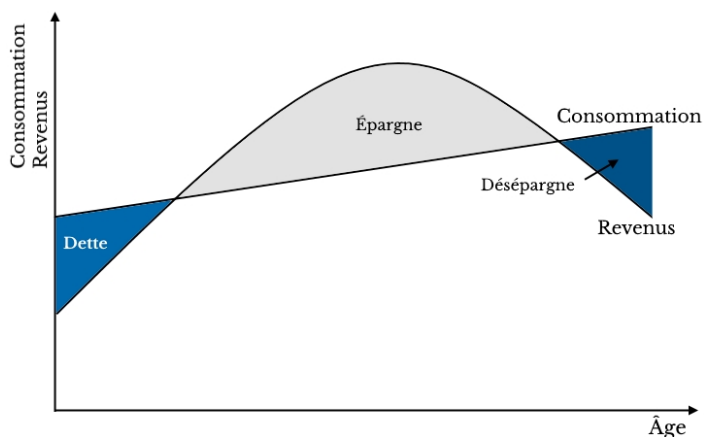
M. Friedman - Un peu simpliste, ne trouvez-vous pas Keynes ? Ce sont leurs habitudes de consommation qui déterminent le niveau de dépense des individus ; ils n'en changent pas si facilement et les adaptent plutôt à ce qu'ils gagnent sur le moment mais aussi à ce qu'ils pensent encore gagner à long terme moi j'appelle cela le revenu permanent.

Document n°5 : La théorie du cycle de vie, Modigliani

D'après www.lafinancepourtous.com et www.econoclaste.eu (graphique)

La théorie du cycle de vie permet de décrire le comportement de consommation et d'épargne des individus selon leur âge. Trois périodes se distinguent. Au début de son existence, l'individu est jeune et emprunte pour financer sa vie courante. Ensuite il trouve un travail et consacre une grande partie de ses revenus à se constituer une épargne pour rembourser les sommes empruntées puis préparer sa chute de revenus au moment de sa cessation d'activité, période pendant laquelle il désépargnera pour maintenir son niveau de vie.

Pour que le modèle du cycle de vie développé par Modigliani⁶ fonctionne, il est nécessaire de faire plusieurs hypothèses concernant les agents économiques. Les agents doivent être rationnels et égoïstes, car ils ne laissent pas d'héritage.



⁴ Économiste américain (1883-1946).

⁵ Économiste américain (1912-2006), lauréat du prix Nobel en 1976

⁶ Économiste italien (1918-2003), lauréat du prix Nobel en 1985.

Document n° 6 : Les déterminants de l'épargne

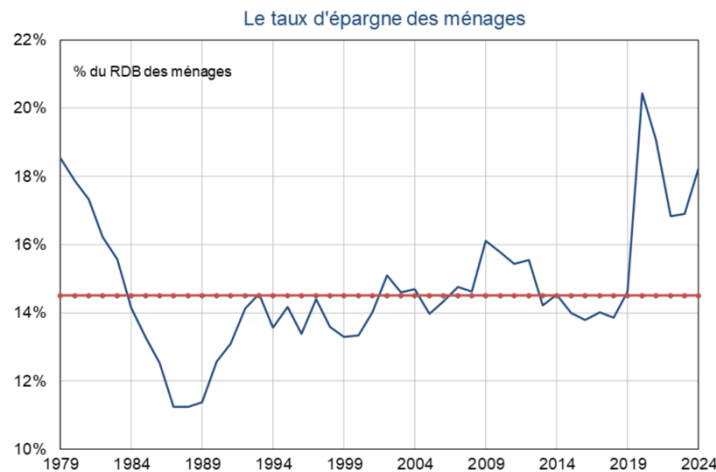
Adapté de Banque de France, ABC de l'économie, l'épargne des ménages, octobre 2021

Les déterminants du niveau d'épargne :	
Le revenu	Plus le revenu est élevé et plus le taux d'épargne est important. Ainsi, les 20% de ménages les plus aisés épargnent 28% de leur revenu contre 3% pour les 20% les plus modestes.
L'âge	le taux d'épargne croît avec l'âge. Les personnes de moins de 30 ans épargnent 8% de leur revenu contre 18% pour celles entre 50 et 59 ans et 25% pour celles ayant plus de 70 ans.
L'incertitude	L'incertitude, source d'inquiétude, accroît l'épargne dite de précaution, comme durant la crise sanitaire de 2020.
Les déterminants de la composition de l'épargne :	
La hausse des prix	Elle constitue un frein potentiel pour l'épargne qui perd de sa valeur si elle demeure placée en compte courant. L'inflation peut donc inciter les épargnants à se tourner vers des placements dont la valeur pourrait mieux suivre la hausse des prix comme l'immobilier, ou des placements dits « refuges » comme l'or (cependant, dans ce type de placements – comme aussi dans les actions –, rien ne garantit le maintien de la valeur du capital investi).
Les taux d'intérêt	Lorsqu'ils sont élevés, les taux d'intérêt favorisent l'épargne placée en emprunts et obligations. En revanche, les taux d'intérêt faibles, comme en 2020, ont tendance à favoriser les placements plus risqués et perçus comme davantage rémunérateurs sur le moyen-long terme, comme les actions.
La confiance	D'une manière générale, la confiance qu'inspire une entité économique (zone géographique, État, entreprise, etc.) attire l'épargne vers cette entité. L'incertitude, par contre, peut faire fuir l'épargne.
La fiscalité	Actuellement, en France, la fiscalité tend à favoriser les livrets d'épargne ou l'assurance vie (peu risqués) au détriment des actions par exemple.

Document n°7 : Flash conjoncture France - Quels facteurs pourraient expliquer le taux d'épargne élevé en France ?

Direction générale du trésor, 6 juin 2025

Alors qu'il était stable autour de 14 % à 15 % depuis les années 1990, le taux d'épargne des ménages français est nettement supérieur à ce niveau historique depuis 2020. S'il a fortement augmenté lors de la crise sanitaire (20,4 % en 2020 et 19,1 % en 2021), en raison des contraintes pesant sur la consommation ; il a ensuite reflué avec la réouverture de l'économie (16,8 % en 2022 et 16,9 % en 2023). Il a toutefois rebondi en 2024 pour s'établir à 18,2 %, plus de 3 pts au-dessus de sa moyenne historique et a atteint 18,8 % au 1er trimestre 2025. Plusieurs facteurs aident à rendre compte du comportement d'épargne des ménages depuis la crise sanitaire.



Les chocs positifs sur le revenu réel des ménages se traduisent par un surcroît temporaire d'épargne en raison du lissage de la consommation. En effet, la consommation des ménages s'ajusterait avec retard après une hausse du revenu disponible brut (RDB) : dans le modèle de la DG Trésor, basé sur la relation passée entre pouvoir d'achat et consommation, une hausse de 1 pt de RDB réel se traduit ainsi par une hausse de seulement 0,54 pt de la consommation après quatre trimestres, le reste étant consommé plus tardivement. La très forte hausse du pouvoir d'achat en 2024 (+2,5 %, contre 1,0 % en moyenne sur la période 2010-2019) peut ainsi expliquer une partie de la hausse du taux d'épargne (+1,3 pt entre 2023 et 2024).

Document n° 8 : Les différents motifs de l'épargne

Note de conjoncture INSEE, Juin 2025

Début 2025, un peu plus de quatre ménages sur dix interrogés dans l'enquête de conjoncture auprès des ménages déclarent mettre de l'argent de côté, soit six points de plus qu'avant la crise sanitaire. C'est surtout parmi les plus aisés et les plus âgés que cette proportion a fortement augmenté par rapport à la moyenne sur la période avant Covid. Plus de la moitié des épargnants déclarent mettre de l'argent de côté pour se protéger en cas de coup dur : cette épargne de précaution est plus fréquente chez les plus modestes et décroît lorsque l'on s'élève dans l'échelle des niveaux de vie.

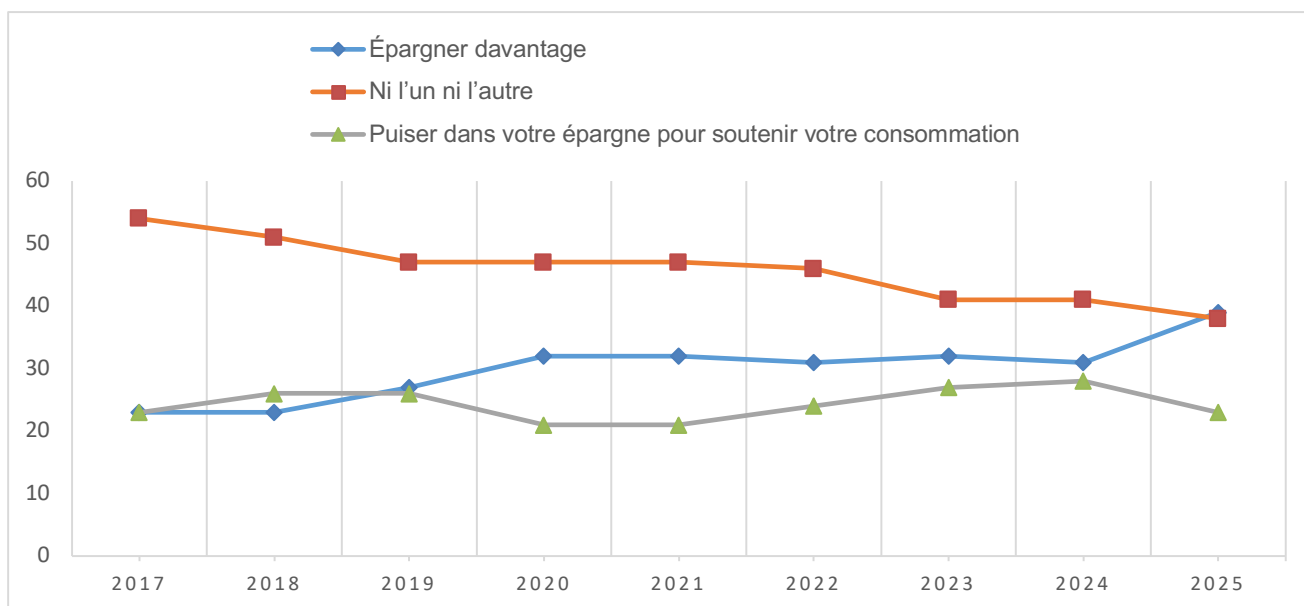
À l'inverse, épargner en vue de la réalisation d'un achat important (y compris immobilier) ou dans la perspective de la retraite ou d'un changement professionnel est plus fréquent pour les ménages les plus aisés. Enfin, transmettre à des proches ou leur porter assistance est la motivation principale de l'épargne pour plus de 10 % des épargnants quel que soit leur niveau de vie. Les motifs d'épargne sont également différents selon les

catégories d'âge : les épargnants de plus de 64 ans sont prioritairement motivés par des motifs de précaution et de transmission, quand les moins de 35 ans épargnent pour la perspective d'un achat futur.

Document n° 9 : Intention d'épargner ou de puiser dans son épargne pour l'année 2025, en % (sondage IPSOS)

Philippe Dupuy, Grenoble école de management (GEM) et Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, the conversation, 23 février 2025

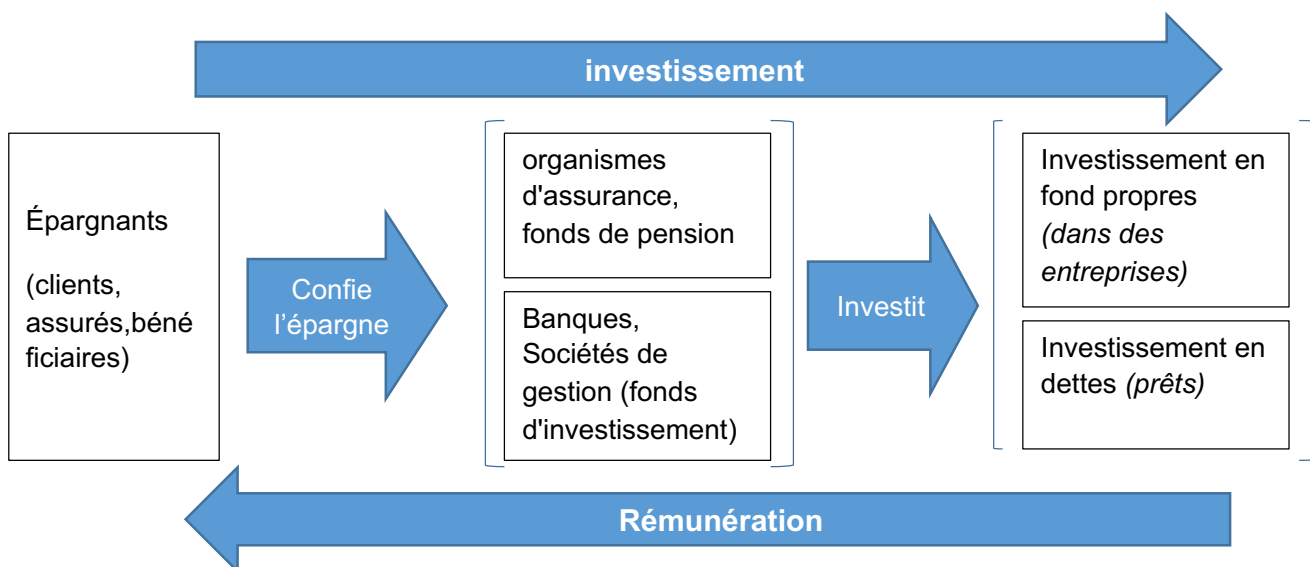
Les Français souhaitent épargner dans l'avenir une part plus importante de leurs revenus, pour près de 40 % d'entre eux. Ce chiffre en forte hausse par rapport à l'an dernier (+8 points) atteint un niveau record. Ils étaient 23 % en 2017 à nous dire vouloir épargner plus et 32 % juste avant la pandémie de Covid-19. Dans le même temps, le taux d'épargne est passé d'un peu moins de 16 % à environ 18 % actuellement. Cette hausse de la volonté d'épargner est sans aucun doute un signal défavorable pour la consommation et la croissance à venir.



Malgré le ralentissement de l'inflation, la moitié des Français estime toujours que son pouvoir d'achat a baissé en 2024 : 54 %, -4 points par rapport à l'an passé. La tendance à vouloir épargner davantage semble donc traduire un réflexe de précaution, plus qu'une réelle amélioration de la situation financière des Français. Cette épargne de précaution semble se nourrir d'un sentiment d'anxiété lié à la politique nationale, internationale et à la conjoncture. Les Français ont de plus en plus le sentiment de vivre dans un monde de polycrises, caractérisé à la fois par leur simultanéité et la complexité des solutions à mettre en œuvre pour les résoudre.

Document n°10 : La « Chaîne d'investissement »

Adapté de « La finance verte », Julie Ansidei, Noam Leandri, éditions la découverte



Document n°11 : Principaux placements financiers des ménages français

Adapté des données de la banque de France et INSEE Focus, 2025

Principaux placements financiers	Compte courant (CC), livret, compte à terme	Assurance-vie / épargne retraite, fonds garantis en euros	Assurance-vie / épargne retraite investis dans des actifs financiers (entreprises)	Actions, participations
Placement liquide ⁷ / Bloqué	Principalement liquide	Bloqué à long terme		Terme variable
Placement risqué / Non risqué	Non risqué		Risque variable	
Montant total des placements (T1 2025, milliards d'euros)	2 112,4	1 551,1	540,3	1 747,2
Part des ménages détenant ce type de placement (2024, %)	86,90%	41,70%		17,40%

⁷ La somme placée peut être retirée à tout moment.

Document n°12 : Qui détient la dette française ?

Adapté de vie-publique.fr, données de la banque de France

[Le montant global du patrimoine financier (placements) possédé par les ménages français est estimé à 6 429,1 milliards d'euros au premier trimestre 2025, alors que la dette française s'élevait à 3 345,4 milliards d'euros au même moment.]

D'après les chiffres de la Banque de France, 53,2% des détenteurs de la dette française ne résidaient [cependant] pas en France fin 2023. La part des non-résidents atteignait 70,6% fin 2009. Elle est descendue jusqu'à 47,9% fin 2021. Mais, elle était seulement de 28% fin 1999 avant la création de la zone euro.

Ce taux est l'un des plus élevés parmi les pays de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La France se classe au 5e rang derrière la Finlande (plus de 60%). Toutefois, l'Allemagne ou le Danemark ou l'Irlande se situent dans la même zone que la France, autour de 50%.

[Cette dépendance peut conduire à une perte de souveraineté du pays, le forçant à prendre des décisions de politique économique qui ne risquent pas de remettre en cause la confiance de ses créanciers].

Document n°13 : Comment le parlement européen veut mobiliser votre épargne ?

Le point, 11 septembre 2025

Alors que les ménages européens épargnent 1 390 milliards d'euros par an, soit 65 % de plus que les Américains, seuls 17 % de leur patrimoine est investi en titres financiers, contre 43 % outre-Atlantique. Depuis que Christine Lagarde à la BCE et Mario Draghi, dans son rapport, ont sonné l'alarme, il faut habiter sur Mars pour ignorer que cette épargne « sous le matelas » finance massivement l'économie américaine tandis que l'Europe peine à financer sa propre transformation.

Cette semaine, le Parlement européen s'est positionné en faveur de la création d'un grand marché unique de l'épargne afin de flécher plus aisément cet argent qui dort vers les énormes besoins d'investissements européens tant pour la transition écologique⁸, numérique et sa défense. Le rapport de l'eurodéputée Aurore Lalucq, présidente de la commission, a été largement adopté le 10 septembre. [...]

« Nous ne pouvons plus continuer dans une situation où les entrepreneurs européens vont chercher des investissements au-delà de nos frontières », plaidait l'eurodéputée espagnole Isabel Benjumea, lors du débat ayant précédé de deux jours le vote en plénière. [...]

8 Note : selon la banque de France : « Les placements verts ou responsables ne représentent encore qu'une part très modeste du patrimoine financier des ménages français placé via l'assurance-vie et les organismes de placement collectif, mais la moitié des Français déclarent prendre en compte les enjeux de finance durable dans leurs choix de placement. »

Document n°14 : Interview du professeur Philippe Aghion, lauréat du prix Nobel d'économie 2025 (avec Joel Mokyr et Peter Howitt)

Hors-Série Le Monde – La France, héritages d'une puissance, Septembre 2025

Si tout le monde est disposé à prêter de l'argent [aux entreprises américaines] – c'est leur fameux « privilège exorbitant » –, c'est en grande partie parce que c'est dans ce pays que l'épargne est la mieux dirigée vers l'innovation. [...]

Pour devenir une vraie puissance économique, l'Europe doit se mettre sur la voie tracée par Mario Draghi. Elle doit parachever le marché unique, pour favoriser la concurrence et élargir le marché pour les nouveaux produits innovants ; elle doit se doter d'un écosystème financier qui attire l'épargne vers l'innovation, à l'instar de la Suède, qui a réussi à créer des fonds de pension et à mobiliser l'épargne vers des projets à risque, [...].

Depuis que Donald Trump est arrivé à la Maison Blanche, l'Europe a une carte à jouer pour attirer les talents et les investissements. C'est désormais elle qui incarne la démocratie et la liberté. En outre, elle porte un idéal social et un fort engagement environnemental. [...] À nous, Européens, d'en tirer pleinement parti.

Document n°15 : Transmission du patrimoine, âge et financement de l'économie

Béatrice Madeline pour Le monde, 5 mai 2025

C'est un chiffre qui donne le vertige. D'ici à 2040, 9 000 milliards d'euros de patrimoine détenus par les Français les plus âgés seront transmis à leurs enfants, selon une note de la Fondation Jean Jaurès, publiée en novembre 2024. [...]

Le patrimoine, quand il se transmet de père en fils (et plus rarement, il est vrai, de mère en fille), tend [...] à être « inefficace » économiquement. Comprendre : en s'autoentretenant au travers des placements boursiers, financiers, voire de nouvelles classes d'actifs comme les cryptoactifs, il alimente peu l'investissement ou l'innovation. Cela, au détriment de la croissance potentielle, et donc, des salariés, dont les revenus sont fortement corrélés au dynamisme économique et à l'activité.

De plus, avec l'allongement de l'espérance de vie, le patrimoine se concentre de plus en plus dans la poche des seniors : plus de six ménages sur dix héritent à plus de 60 ans, indique l'Insee. Un âge auquel on a davantage tendance à [garder les actifs liquides] qu'à lancer sa start-up ou à placer ses fonds dans le capital-investissement pour aider les entreprises à grandir. Entre 60 et 69 ans, le taux d'épargne moyen est de 18 %, contre moins de 10 % avant 40 ans. Et selon une récente étude de la banque publique d'investissement Bpi France, les plus de 50 ans constituent 28 % de la population active mais ne représentent que 20 % des créateurs d'entreprise. [...]

Document n°16 : Pourquoi enseigner l'éducation financière à l'école ?

Éric Le Fur (Professeur, INSEEC Grande École), pour the conversation, 2 septembre 2025

Selon la Banque de France, 41 % des Français estiment ne pas disposer d'informations suffisamment fiables et neutres pour gérer efficacement leur budget, 69 % jugent leurs connaissances moyennes ou faibles sur les questions financières et 80 % considèrent qu'une éducation financière est nécessaire à l'école.

Depuis 2016, à l'instar de 70 autres pays, la France s'est dotée d'une stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (Educfi). Concrètement, chaque année, une semaine de sensibilisation est organisée à l'échelle internationale par l'OCDE, et la Banque de France en est le relais français. [...]

Avec 17 % de la population estimant disposer d'un niveau de culture financière élevé, la France se situe légèrement en dessous de la moyenne européenne (18 %) et loin des Pays-Bas (28 %). Au niveau mondial, la France se situe également dans la moyenne. [...]

L'école a pour mission de former des citoyens libres et éclairés en mobilisant toutes les disciplines. Elle peut ainsi permettre de comprendre les principes de l'impôt, du budget de l'État ou des régimes sociaux. Une culture économique de base permet de garantir la participation démocratique à des décisions budgétaires locales et nationales.

L'éducation financière peut être un facteur de lutte contre les inégalités. En effet, de nombreuses irrationalités dans le comportement des épargnants peuvent s'expliquer par le manque d'éducation financière. Par exemple, les enfants issus de milieux modestes sont les plus exposés à une méconnaissance des outils financiers.